

**Syrie - Humanitaire - Intervention  
du représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**

(New York, 27 avril 2017)

Madame la Présidente,

Stephen O'Brien, que je remercie vivement pour son exposé et pour son engagement, nous appelle une fois de plus à nos responsabilités face à la tragédie syrienne.

Depuis nos dernières consultations humanitaires, un pas de plus a été franchi dans l'horreur.

L'attaque à l'arme chimique perpétrée à Khan Cheikhoun le 4 avril a tué plus de 80 personnes et en a blessés plus de 500. Nous attendons du prochain rapport du Secrétaire général qu'il revienne très précisément sur les conséquences humanitaires de cette tragédie. Les informations dont la France dispose, et que le ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Marc Ayrault, a rendues publiques hier, apportent la preuve de l'utilisation de gaz sarin et de la responsabilité du régime, qui aura à répondre de ces crimes. La Syrie s'est engagée en 2013 à ne plus jamais utiliser d'armes chimiques et à détruire l'intégralité de ses capacités. Nous devons plus que jamais la rappeler à ses obligations. Plus largement, l'interdiction de l'usage des armes chimiques doit rester une obligation absolue et universelle car c'est l'un des piliers de notre sécurité collective.

Dix jours après le 4 avril, un convoi de civils a été attaqué par un véhicule piégé dans la zone de transit d'Al Rachidin, causant la mort d'au moins 130 personnes, dont 67 enfants. Une fois encore la population syrienne est directement prise pour cible. Le tribut qu'elle paie est insupportable. Ce drame a eu lieu dans un contexte bien particulier, qui est celui du déplacement croisé de populations. Jusqu'ici, ce sont plus de 11.000 personnes qui ont été évacuées des « quatre villes » de Fouah, Kefraya, Zabadani et Madaya. Or, je voudrais rappeler que les évacuations de civils doivent se faire sur une base volontaire. Le Secrétaire général l'a clairement rappelé : les déplacements forcés de populations peuvent être constitutifs de crimes de guerre. Et les populations concernées doivent aussi avoir le choix de leur destination.

Dans ce contexte, nous en appelons de nouveau aux soutiens du régime syrien pour qu'ils exercent sur lui toute la pression nécessaire, afin que le régime se conforme à ses obligations internationales et autorise un accès complet, sûr, inconditionnel et sans entraves des Nations unies et de ses partenaires humanitaires aux personnes dans le besoin, et cela sur l'ensemble du territoire syrien. Il en va de la vie de centaines de milliers de personnes.

Or, l'accès des Nations unies aux populations est toujours aussi entravé, en particulier pour les

villes assiégées. Nous rappelons que l'utilisation de la faim comme arme de guerre ainsi que l'entrave aux secours sont constitutives de crimes de guerre, et réitérons avec force notre appel à la levée immédiate de tous les sièges.

L'écart entre l'aide qui parvient aux zones contrôlées par le régime et celle dont bénéficient les zones tenues par l'opposition ne peut qu'interpeler. Durant le mois de mars, les agences des Nations unies ont soumis de nouvelles demandes d'accès mais les refus opposés par le gouvernement ont privé plus de 68.000 personnes d'assistance alimentaire à Homs, Dar'a et dans le Damas rural.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la situation humanitaire dans la Ghouta orientale. Des convois humanitaires étaient planifiés par les Nations unies dans cette zone. Or, les lettres de facilitation pour le chargement du convoi n'ont pas encore été délivrées par le régime alors que, de son côté, l'opposition a donné des garanties suffisantes en termes de sécurité pour le passage des convois. Nous demandons donc aux parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux acteurs humanitaires de procéder sans délai aux livraisons de l'aide en toute sécurité.

De plus, les autorités syriennes persistent dans leur refus d'autoriser des médicaments et fournitures médicales dans les convois humanitaires. C'est inadmissible. Les demandes de l'OMS d'accès à cinq zones du pays sont restées sans réponse. Cela n'est tout simplement pas acceptable. La France rappelle le droit de la population syrienne à l'assistance humanitaire et à la protection, conformément au droit international humanitaire et aux résolutions du conseil de sécurité. Les attaques contre les hôpitaux et les écoles notamment, dont a fait état Stephen O'Brien, appellent également notre condamnation la plus ferme.

Madame la Présidente,

La situation que nous décrivons n'a plus rien d'une cessation des hostilités. Le régime n'a de cesse de violer ses engagements, méthodiquement, systématiquement, alors qu'il prétend mener des actions de lutte contre Daech. Les violences s'intensifient, tout particulièrement dans les provinces de Hama, Damas et de Deraa. Les frappes aériennes du régime contre des civils se poursuivent dans l'est du Qalamoun. Des attaques indiscriminées contre les civils ont lieu de manière incessante. Les garants de la trêve conclue le 29 décembre ont pris la responsabilité de superviser sa mise en oeuvre : nous en appelons donc aux États garants du processus d'Astana, et en particulier à la Russie et à l'Iran, pour qu'ils imposent effectivement au régime syrien l'arrêt complet des hostilités. Dans ce contexte, la mise en place d'un mécanisme de surveillance international efficace du cessez-le-feu est une nécessité que la France a régulièrement rappelée et pour laquelle elle a fait des propositions concrètes. L'amélioration de la situation sur le terrain est indispensable à la reprise des négociations à Genève, au cours du mois de mai, en vue d'une transition politique, et cela bien sûr sous l'égide des Nations unies. C'est la seule voix pour sauver la Syrie de l'abîme de la violence, celle de Daech comme celle du régime, qui s'alimentent mutuellement.

Madame la Présidente,

Nous le savons tous, une amélioration tangible et durable de la situation en Syrie n'est possible que dans le cadre d'un règlement politique de la crise, fondé sur une transition politique dans ce pays, comme cela est acté par la résolution 2254 et le communiqué de Genève.

Et pour parler clair, toute relance crédible des négociations politiques suppose des pressions beaucoup plus fortes de la Russie sur le régime de Damas ainsi que, dans le prolongement des récentes frappes américaines, un vrai réengagement politique des États-Unis en Syrie, en parallèle aux efforts des Européens et des autres acteurs concernés.

Soyez assurée, Madame la Présidente, de l'engagement déterminé de la France en ce sens.

Je vous remercie./.